

MOTION CTL (1ière convocation) du 13 décembre 2019

Madame la Présidente,

Depuis des mois, les fonctionnaires manifestent leur opposition aux politiques destructrices du gouvernement.

Au sein de notre ministère, le niveau de mobilisation des agents demeure élevé. Les agents marquent ainsi leur refus de subir des réformes déshumanisées et déshumanisantes, dont le seul but est de servir des intérêts ultra-libéraux.

Avec la réforme des retraites, le gouvernement entend parachever son œuvre de destruction massive des droits de l'ensemble des salariés et promouvoir un système à points, système régressif qui n'est abordé que par le prisme budgétaire.

Les 5 et 10 décembre 2019 les agents des finances publiques étaient au rendez-vous de la contestation pour combattre à nouveau les mesures (dont la géographie revisitée) qui affaiblissent le service public, détériorent leurs conditions de travail, leurs rémunérations, leurs carrières et in fine leur régime de retraite.

Par leur forte participation au mouvement de grève, les agents de la Dircofi Nord ont à nouveau exprimé leur colère et exaspération. Ils vous démontrent une nouvelle fois qu'ils sont concernés et impactés par les mutations majeures que subissent tous les agents de la DGFIP.

Autrement dit, ils ne supportent plus de vous entendre dire que la Dircofi nord n'est pas impactée.

Inquiets de leur devenir et du devenir de leur mission, les agents n'acceptent plus les incessantes campagnes de dénigrement et refusent de subir des réformes qui impactent leur quotidien et mettent à mal les droits et garanties auxquels ils ont droit.

La politique du silence et des non-dits est génératrice de risques psycho-sociaux et engendrent nombre d'inquiétudes et de mal être au travail, rendant plus fragiles des agents déjà fortement malmenés.

Les représentants Solidaires Finances Publiques ne cessent de vous alerter...la seule réponse qu'ils obtiennent est que vous ne partagez ni leur analyse ni leur **«ressenti»**.

Enfin, dans un tel contexte dégradé, est sorti le volet emplois du PLF 2020. Sont donc annoncées et déclinées les 1 500 suppressions d'emplois que la DGFIP devra supporter en 2020.

La Dircofi Nord subira 3 suppressions de cadre A et la suppression d'un cadre C.

Si le sujet « emplois » n'était pas aussi grave, il serait presque risible de voir la DGFIP et son ministre s'auto-féliciter d'un seuil aussi bas de suppressions d'emplois pour 2020...

Quel mépris pour les agents qui subissent chaque jour les milliers d'emplois supprimés et qui auront à subir dès 2020 d'autres suppressions sur fond de restructurations et de mobilité forcée !

Dans ces conditions, les élu-e-s du personnel Solidaires Finances Publiques, dans leur volonté d'accompagner et de défendre les agents pratiqueront aujourd'hui la politique de la chaise vide!